

Jugement N°89/2019/CJ/SIII/TCC

Du 11 avril 2019

Rôle Général

BJ/TCC/2019/03

Société Africa Commodites
Company Sarl

C/

Christine GOHOUNGO

(Maître Maxim AHOUEKE)

OBJET

Délai de grâce

REPUBLIQUE DU BENIN

TRIBUNAL DE COMMERCE DE COTONOU

SECTION III

CHAMBRE DE JUGEMENT

COMPOSITION

Président : Chrystelle ADONON HOUEDENOU

Assesseurs : François AKOUTA et Laurent SOGNONNOU

Ministère Public : Elonm Mario METONOU

Greffier : Dominique Sênou KOUTON

Débat le 07 mars 2019;

Jugement contradictoire prononcé à l'audience
publique du 11 avril 2019 ;

PARTIES EN CAUSE

DEMANDERESSE

Société Africa Commodites Company Sarl, enregistrée
au RCCM sous le n° RCCM RB/COT/09 B 5258 dont
le siège social est sis à Cotonou au carré n° 66
Sodjèatinmé Akpakpa, tél : 95 42 28 65, représentée
par son Directeur, demeurant et domicilié ès-qualité
audit siège ;

DEFENDERESSE

Christine GOHOUNGO, commerçante, de nationalité
béninoise, demeurant et domiciliée à Fidjrossè, tél : 97
29 29 15 ;

Assistée de Maître Maxim AHOUEKE, Avocat au
Barreau du Bénin ;

LE TRIBUNAL,

Vu les pièces du dossier ;
Où les parties en leurs prétentions ;
Après en avoir délibéré ;

Par acte du 20 décembre 2018, la société Africa Commodites Company a attiré Christine GOHOUNGO devant le tribunal de commerce pour solliciter un délai de grâce d'un an et la cessation de toutes poursuites à son endroit ainsi que l'exécution provisoire sur minute de la présente décision ;

Au soutien de ses prétentions, la société Africa Commodites Company explique qu'elle est débitrice de Christine GOHOUNGO de la somme de 8.331.000 FCFA ;

Qu'elle a connu une forte baisse voire une cessation de ses activités ;

Que le paiement du prix de la livraison qui a donné lieu à ladite dette a coïncidé avec une saisie conservatoire sur ses comptes bancaires ;

Que le retard dans le paiement provient d'un cas de force majeure et est indépendant de sa volonté ;

Qu'elle est de bonne foi ;

En réplique, Christine GOHOUNGO sollicite le rejet de sa demande de délai de grâce, sa condamnation au paiement des sommes de 8.331.000 FCFA représentant

la créance et de 5.000.000 FCFA à titre de dommages intérêts ;

Qu'elle soutient que courant mai 2018, elle a livré des noix d'anacarde à la société Africa Commodites Company pour un montant de 8.631.000 FCFA ;

Qu'après un paiement partiel de 300.000 FCFA, elle n'a pas cru devoir payer le solde ;

Que malgré les multiples relances, elle n'a réagi que suite à la sommation de payer du 19 novembre 2018 pour solliciter un délai de grâce sans aucune preuve de ses difficultés financières prétextant que ses comptes bancaires ont fait l'objet d'une saisie conservatoire ;

Qu'elle-même est dans une situation économique difficile du fait de ce retard dans le paiement ;

Que cette attitude lui a causé d'énormes préjudices ;

Sur la demande de délai de grâce

Attendu que le délai de grâce ne peut être accordé que si le débiteur prouve ses difficultés ainsi que sa bonne foi ;

Attendu qu'en l'espèce, la société Africa Commodites Company est débitrice de Christine GOHOUNGO de la somme de 8.331.000 FCFA correspondant au prix d'achat des noix d'anacarde ;

Que malgré les relances et la sommation de payer du 19 novembre 2018, elle n'a pas honoré son engagement de payer ;

Qu'elle sollicite un délai de grâce sans fournir aucun élément pour justifier ses difficultés financières ;

Que par ailleurs, elle ne fait aucune proposition de paiement pour prouver sa bonne foi ;

Qu'il convient de rejeter sa demande de délai de grâce et la condamner à payer à Christine GOHOUNGO la somme de 8.331.000 FCFA représentant sa créance ;

Sur les dommages-intérêts

Attendu que les dommages intérêts ne peuvent être octroyés que si la faute et le préjudice y résultant sont prouvés ;

Attendu qu'en l'espèce, le retard dans le paiement par la société Africa Commodites Company constitue une faute ;

Mais attendu que Christine GOHOUNGO ne justifie pas le préjudice issu de cette faute ;

Qu'en conséquence, il convient de rejeter sa demande de dommages intérêts ;

Sur l'exécution provisoire

Attendu que l'exécution provisoire ne peut être accordée qu'en cas d'urgence ou de péril en la demeure ;

Que de telles circonstances ne sont pas caractérisées en l'espèce ;

Qu'il convient de rejeter cette demande ;

PAR CES MOTIFS

Statuant publiquement, contradictoirement, en matière commerciale et en premier ressort ;

Rejette la demande de délai de grâce formulée par la société Africa Commodites Company ;

La condamne à payer à Christine GOHOUNGO la somme de huit millions trois cent trente un mille (8.331.000) FCFA représentant le prix d'achat des noix d'anacarde ;

Rejette la demande de dommages intérêts formulée par Christine GOHOUNGO ;

Dit n'y avoir lieu à exécution provisoire ;

Condamne la société Africa Commodites Company aux dépens.

ONT SIGNE

LE GREFFIER

LE PRESIDENT